



LA FLC CGIL FAIT APPEL A LA SOLIDARITE DES SYNDICATS AFFILIES A L'IE/EI

La FLC CGIL syndicat de la Connaissance – enseignement primaire, secondaire, enseignement supérieur et recherche - **fait appel à tous les syndicats affiliés à l'IE/EI** afin qu'ils s'unissent à notre lutte **pour** sauver du démantèlement tout le secteur de la Connaissance et **contre** les lois que le gouvernement italien est en train de promulguer.

Le gouvernement Berlusconi et son Ministre de l'Education Madame Gelmini procèdent, jour après jour, à la destruction de l'éducation publique et effacent ce terme du nom officiel du Ministère qui devient simplement celui de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le seul objectif est celui de réduire les ressources dans le secteur de l'éducation alors que celles-ci ne manquent jamais lorsqu'il s'agit de favoriser les intérêts des couches sociales qui n'en n'auraient pas besoin.

Le gouvernement Berlusconi procède sans la participation et l'implication des syndicats et de l'opposition, procédant par décrets et mettant de ce fait le parlement dans l'impossibilité d'exercer sa fonction.

On prévoit pour le secteur école la perte de plus de 140.000 postes dont 80.000 enseignants et environ 8 milliards d'euro en moins.

L'école primaire, qui était pour nous mérite d'orgueil, parmi les premières au niveau international, et qui prévoyait une méthodologie et des responsabilités didactiques de groupe avec « une équipe d'enseignants » sur la même classe capable de répondre aux nouvelles exigences des élèves, à la multitude et à la diversité des matières à enseigner, devra renoncer au travail « en team » et redevenir l'école d'antan.

Les mesures prévoient:

- la réduction de l'assistance aux enfants avec handicap, l'augmentation du nombre d'élèves dans chaque classe;
- la disparition de nombreux établissements scolaires sur le territoire italien sans tenir compte de la conformité du territoire qui n'est pas un « plat pays » et qui présente de nombreux problèmes de communication;
- la réduction des classes spéciales ouvertes dans les hôpitaux pour les enfants malades;

- l'abolition du temps plein.

Les établissements scolaires devraient devenir des fondations, avec un Conseil d'administration et des ressources qui ne dépendent plus de l'Etat mais du bon cœur des grandes familles du territoire, et subir inévitablement leur influence.

La négociation prévue dans chaque établissement devrait être éliminée et devrait exercer son action, réduite, au niveau régional et laisser la place à des décisions imposées par les lois du gouvernement central.

L'instruction obligatoire passe pratiquement de 16 à 14 ans puisqu'elle comprendra la formation professionnelle et obligera les familles à choisir, bien trop tôt, le futur de leurs enfants.

Pour la recherche le gouvernement prévoit:

- une réduction d'au moins 10% du nombre de chercheurs dans tous les Instituts de recherche alors que nous aurions besoin d'augmenter les effectifs pour résoudre le problème de la précarité et de l'auxiliariat;

- la possibilité d'engagement et donc d'un travail stable seulement en fonction du turnover;

- la réduction effective des salaires, des progressions de carrière et, en cas de maladie, une diminution des salaires due à des mesures qui concernent l'Administration publique et par conséquent tous les secteurs de la Connaissance;

- la réduction de l'autonomie des instituts de recherche et des propositions de modifications du secteur qui limitent l'indépendance des chercheurs et imposent la main omnipotente et omniprésente de la politique.

Et encore, attaque et destruction de l'Université publique.

Les mesures prévoient, dans l'affaire de 4 ans, une réduction des ressources équivalente au tiers du financement total prévu pour l'Université.

Les frais pour les familles et les étudiants augmentent.

Sur un nombre consistant de départ à la retraite, le gouvernement a prévu un seul engagement stable possible sur 5 départs et par conséquent l'accès à l'enseignement universitaire devient impossible pour les nouvelles générations, avec le risque que dans l'affaire de 5 ans le système éclate.

La transformation des universités en fondations de droit privé implique:

- moins de liberté de recherche et d'enseignement;

- moins de qualité dans l'enseignement et recours à la précarité et à l'exploitation intellectuelle des nouvelles générations.

Les mesures prises par le gouvernement réduisent encore les salaires, même si l'Italie est déjà bien loin de la moyenne européenne.

Encore et toujours des mesures pour réduire les droits de ceux qui travaillent à l'université.

La condition des femmes est devenue une émergence nationale.

Le travail mi temps qui concerne davantage les femmes n'est plus un droit mais est soumis à la discrétion des supérieurs.

Les nouvelles mesures restrictives sur les congés maladies, la prévention, les soins parentaux touchent directement les femmes, limitent leur carrière et leur possibilité de s'intégrer dans le monde du travail italien qui déjà les discrimine fortement par rapport aux autres pays européens.

Avec ces nouvelles règles la maternité est en danger et les femmes italiennes, qui ont déjà moins d'un enfant à tête, devront choisir entre le travail ou la famille.

Le travail précaire touche en particulier les femmes et les femmes en Italie ont un salaire inférieur à celui des hommes de 25%, à égalité de responsabilité et de fonction.

Le fonds déjà peu fourni, qui servait à soutenir les femmes victimes de violence, a été utilisé pour réduire les impôts des riches.

Toutes ces mesures:

- éloignent l'Italie des objectifs de Lisbonne et des standards européens;
- réduisent les droits des citoyens à l'égalité de chances et à la mobilité sociale;
- bloquent la croissance économique et culturelle de notre pays.

Un pays qui tourne le dos à la jeunesse et qui ignore les objectifs de Lisbonne est un pays qui n'a pas de futur.

Nous sommes en train d'assister à une véritable involution autoritaire et populiste de la société italienne.

Notre pays devient de plus en plus anti-social et anti-démocratique et ce sont les femmes qui sont les plus touchées.

Protéger les droits, promouvoir l'occupation ou répondre aux besoins des citoyens ne sont plus les objectifs prioritaires de ce gouvernement.

La FLC CGIL a l'intention de se battre, jusqu'à son dernier souffle, afin que la Connaissance soit à la portée de tous, hommes et femmes, riches et pauvres, Italiens et immigrés et **vient de proclamer pour le 30 octobre la première grève nationale contre le gouvernement Berlusconi** qui est en train de

détruire le système éducatif public italien et qui viole, de ce fait, les principes fondamentaux de notre Constitution.

Les procédures pour une seconde journée de grève le 14 novembre dans l'enseignement supérieur et la recherche sont en cours.

Nous faisons donc appel à tous nos collègues afin qu'ils nous soutiennent et adhèrent à nos revendications pour éviter que l'Italie s'éloigne définitivement des objectifs de l'Europe et d'une «Société fondée sur l'économie de la Connaissance».

Vos messages de solidarité seront lus lors de la grève nationale et de la manifestation à Rome.

Merci de souscrire notre appel.